

La Radio Télévision Suisse, gage d'une information durable

Philippe Viallon, sociologue, estime que la radio et la télévision romandes sortiront renforcées de leur fusion et sauront ainsi faire face aux défis de l'information globalisée

La création de la RTS (Radio Télévision Suisse), nouvelle entité regroupant la RSR et la TSR, n'est pas sans soulever de nombreuses interrogations parmi les professionnels des deux structures, les journalistes des autres médias et dans toute la société civile romande. Et c'est une bonne chose! Toute modification apportée à un système d'information dans une démocratie doit être discutée, la balance entre avantages et inconvénients faite, et ce d'autant plus qu'il s'agit de la modification d'entreprises qui ont un contrat de service public. La situation était jusqu'à présent satisfaisante. Au regard de la norme internationale, les deux structures n'avaient pas à rougir de leur travail: dans le domaine de l'information, la somme de toutes les contributions (news, reportages, commentaires...) permettait d'avoir une vision contrastée et équilibrée sur un grand nombre de questions locales, nationales et internationales.

Pourquoi le fait de regrouper ces professionnels dans une structure commune devrait-il changer la qualité de ce travail? On est à la limite du procès d'intention en

envisageant cette possibilité. Parmi toutes les professions, celle de journaliste est certainement une parmi lesquelles on retrouve le plus d'individualistes, prêts à en découdre au quotidien avec tout ce qui pourrait ressembler à une tutelle. Les chefs sont presque tous d'anciens journalistes et eux aussi, ils sont plutôt réticents à la contrainte. Il faut donc faire confiance aux professionnels de la future structure pour résister à d'éventuelles pressions ou pour crier fort si on les serre d'un peu près!

Une fois cette première crainte apaisée, il faut regarder plus loin. Gouverner, c'est anticiper. La

Devant cette offre étrangère pléthorique, ne vaut-il pas mieux faire front commun?

restructuration ne serait-elle pas un moyen de contrer deux problèmes majeurs, le poids du pouvoir économique et la dépendance vis-à-vis d'autres pays? En ce qui concerne le premier, l'exemple de la France est un cas d'école des risques encourus. Depuis deux décennies, la part du privé dans la télévision et la radio ne fait que croître. Ce privé peut prendre deux formes: celle de structures spécialisées dans le domaine qui veulent faire du profit avec les médias en général

et l'information en particulier – la presse fonctionne assez bien selon ce système –, mais surtout – et c'est beaucoup plus problématique – celle de grands groupes (Bouygues, Lagardère, Bolloré...) qui, en plus de leurs activités industrielles, possèdent des chaînes de radio et de télévision. Comment un journaliste appartenant à un média d'un de ces groupes peut-il émettre une opinion qui va contre la politique ou une décision du groupe actif dans de nombreux domaines ou bien contre l'homme politique très haut placé, ami proche de son patron? C'est là qu'on s'aperçoit que la production d'informations n'est pas une entreprise comme les autres. Le risque d'un biais est fort. En Suisse romande, on n'en est pas encore là, mais, malgré la qualité des programmes évoquée plus haut, les taux d'audience de la TSR et la RSR baissent: autour des 30% pour la première et des 60% pour la deuxième pour le premier semestre 2009 (Source Publica Data AG). L'alliance peut être un bon moyen de faire front commun pour défendre une certaine idée de ce qu'est l'information, idée que l'on trouve, entre autres, dans le service public.

L'autre danger est en partie spécifique à la Suisse, mais pas uniquement. Ses grands voisins n'hésitent pas à faire leurs «courses» médiatiques chez elle: pour la télévision en Suisse romande, TF1 et M6, pour la radio, Nostalgie et NRJ. Le nombre de programmes

offerts ne fait que croître. Devant cette offre étrangère pléthorique, ne vaut-il pas mieux faire front commun? L'union fait la force, dit le proverbe. Et les nouvelles formes médiatiques enfoncent encore le clou. Avec Internet, il n'y a plus ni radio, ni télévision, mais seulement un support avec des images, du texte, du son, des liens... Ne pas tenir compte de cette convergence, c'est aussi oublier les nouvelles générations qui, négligeant les médias traditionnels, ont fait d'Internet leur média de prédilection.

De plus, la globalisation de l'information via Internet va aussi bon train. L'anglais comme langue de communication ouvre de nombreuses portes. Qui aurait cru que la chaîne d'information continue Al-Jazira dans sa version anglaise puisse connaître un tel succès? Pour la Suisse, la question est dès lors double: comment garder son public en résistant à la concurrence étrangère sur son territoire et comment affirmer sa place dans le concert de l'information mondiale? Dans les deux cas, la fusion semble une bonne chose. Du bout du monde, le problème «la fusion est-elle une opportunité ou pas?» doit d'ailleurs paraître bien futile. La seule chose qui compte est que l'on vienne justement du bout du monde consulter www.rts.ch, que ce soit pour ses chaînes de radio, de télévision ou pour ses textes, en un mot à cause de la qualité de son information!